



Nous aimerions tous pouvoir dire autrement, pouvoir mettre cela derrière nous, passer à autre chose, aller de l'avant...mais la crise sanitaire que nous vivons maintenant depuis presque 2 ans ne semble pas prête de prendre fin. Ce soir, une fois de plus, nous savons que le président a prévu de prendre la parole. Certains d'entre nous prendront probablement soin d'écouter ce qu'il a à nous dire d'important, d'autres attendront, peut-être par manque de temps, peut-être par lassitude, par dépit... Il est certain, quoiqu'il en soit, que la situation de notre département symbolise en cette rentrée de vacances de la Toussaint un peu de l'absurdité de tout ce que nous avons eu à vivre jusqu'à présent, tout ce que nous avons du faire pour nous adapter. Rendez-vous compte : avec un taux d'incidence à 49,9, la Haute-Vienne a la « chance » de rester en protocole covid de niveau 1 dans les écoles et les établissements du second degré : les professeurs des écoles notamment, qui avaient eu le plaisir, matiné quelques fois de déconvenues, de voir enfin le visage de leurs élèves avant les vacances, profitent de cette disposition dont ils seraient en réalité bien incapables d'affirmer qu'elle sera sans conséquence... Seulement, au rythme où vont les choses, nul n'est en mesure d'affirmer la durée de ce « répit ». Devrons nous demander la semaine prochaine à nos élèves de remettre ce masque qui nous tire tant sur les oreilles ? Pourrons nous nous en passer encore pendant quelques temps ? Soyez certains qu'à force de passer de l'un à l'autre des protocoles , de jongler avec les chiffres sanitaires, d'entendre tout et son contraire, les personnels comme les parents sont bien souvent perdus... « On remet bien les masques, lundi ? Je l'ai entendu à la radio et mon voisin me l'a confirmé... Non, pas à ma connaissance...mais peut-être devons nous les remettre en semaine 2...puis plus du tout, puis totalement... » Vous saisissez le message. Hélas, s'il n'y avait que le problème des masques : avec la crise sanitaire, les inégalités se sont accentuées. Elles restent une réalité malgré les mesures continuellement mises en avant dans la communication ministérielle comme les petits déjeuners dans les écoles défavorisées, les dédoublements en éducation prioritaire, le dispositif « Devoirs faits », ou encore les soi-disant moyens donnés en faveur des territoires ruraux... L'Unsa Éducation souhaite parler des enjeux éducatifs et dépasser les discours des politiques sur «l'égalité des chances». Les questions éducatives doivent

être au cœur des débats. Nous devons faire entendre que la réduction des inégalités et la mixité sociale doivent être des priorités. Nous pensons que la question des inégalités doit être au cœur des débats de la prochaine présidentielle. Donnons nous les moyens de faire réussir tous nos élèves. C'est ce que souhaite l'ensemble des professionnels de l'éducation. Travailler la mixité scolaire dans les établissements, poser la question de la mixité sociale, réduire les inégalités d'accès aux soins, à la culture, aux loisirs : ce sont des enjeux majeurs pour notre fédération.

Quant à la qualité de vie au travail, nous en faisons le constat avant la crise et nous ne pouvons que faire le constat de son aggravation après, ou plutôt pendant celle là. Pour que les personnels retrouvent la satisfaction au travail, il faut restaurer la reconnaissance et le respect. Ils passent notamment par les conditions de rémunération. Notre ministère, dans de nombreux champs et dans de nombreux territoires, souffre d'un déficit chronique d'attractivité. L'UNSA Education alerte sur la succession de choix qui minent l'avenir de notre service public d'éducation. Nous avons écrit il y a quelques semaines de cela au Ministre pour comprendre les carences en personnels constatées à cette rentrée selon nos remontées. Certes, le manque de personnel a déjà existé par le passé. Cependant, la situation en cette rentrée scolaire, dans les écoles, les collèges, les lycées et même les services est particulièrement difficile. Dans un contexte où nous avons pu déjà largement dénoncer le manque de postes, cette année scolaire présente la particularité de l'ampleur du manque d'agents pour occuper ces postes. Nous l'avons dénoncé, les postes supprimés dans le second degré auxquels se sont substituées des HSA mettent en tension le système mais également les personnels sous une lourde charge de travail, encore aggravée par l'alourdissement des effectifs dans les classes, conséquence de la progression démographique dans le second degré. Nos remontées font état des difficultés à recruter des AED et des contractuels. Le fonctionnement au quotidien des établissements s'en trouve chaotique. Les besoins des élèves restent également sans réponse dans de très nombreux endroits par manque d'assistants sociaux, de psychologues, d'infirmières, sans parler de la pénurie de médecins de l'éducation nationale qui s'aggrave d'année en année. A ce déficit structurel s'ajoute, dans le premier comme dans le second degré, que de plus en plus d'élèves en situation de handicap restent sans solution d'accompagnement ou bien avec des temps d'accompagnement déconnectés de leurs besoins réels dû au manque chronique

d'AESH. La politique déclinée ces dernières années vis-à-vis de nos élèves handicapés est un scandale. Les AESH, maintenus en situation de précarité ne peuvent pas se substituer à un véritable maillage d'établissements et de personnels de santé, l'ARS ne prend-elle pas la mesure de cette situation et cautionne t'elle qu'une prise en charge évaluée et notifiée doit parfois attendre plus d'un an pour commencer à être effective ? La gestion et la situation des AESH est indigne de notre service public, la méconnaissance des réalités territoriales de la part de notre centrale est plus qu'inquiétante. Chaque jour, des élèves, des parents, des AESH, des coordonateurs de PIAL, des chefs d'établissements, des directeurs d'école, des agents administratifs portent à bout de bras un sujet clairement abandonné par notre institution. Quand le Ministre ou la Secrétaire d'Etat au Handicap se gargarisent de la réussite de notre modèle d'inclusion, l'UNSA Education se demande sur quelle planète ils vivent et comment ils peuvent à ce point nier ou ignorer la réalité que nous constatons tous. Pour terminer notre déclaration, l'UNSA Education souhaite exprimer son inquiétude pour notre Ecole publique. Les orientations arrêtées par le ministère, en particulier le profilage des postes, indiquent une volonté idéologique de donner des allures d'entreprise à notre système davantage que le souci d'améliorer son fonctionnement. L'UNSA Education regrette, que malgré la crise épidémique, le regard de l'Exécutif sur le service public n'ait visiblement pas évolué. Nos métiers souffrent d'un manque d'attractivité qui s'aggrave. Une part réside dans les rémunérations trop faibles et l'absence de loi de programmation empêche d'y répondre en profondeur. Une autre part, réside dans le management du ministère qui nie la professionnalité et les difficultés aiguës des personnels. Une dernière part provient des difficultés d'attractivité globale de certains territoires, et il faut construire dans le nôtre des solutions adaptées à nos difficultés et aussi à nos ressources. Ces solutions passent entre autre par des locaux attractifs, entretenus et répondant aux enjeux actuels qu'ils soient climatiques, pédagogiques ou sociaux. Nous concluons ainsi sur la seule évocation des centaines de millions rendus par le ministre de l'Education Nationale depuis sa prise de fonction.

Merci de nous avoir écouté.

